

CH_VB 89.247 vom 11. März 1991

Bundesverwaltung, 1991-03-11, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_89.247

FR: CH_VB 89.247 du 11 mars 1991

IT: CH_VB 89.247 del 11 marzo 1991

Erwägungen

E. 11

März 1991 N 369 Parlamentarische Initiative. Produktheftpflicht ponsabilité du fait des produits datant de 1979. L'auteur de l'initiative a expressément renoncé à fournir de nouveaux motifs). Etat des travaux des Chambres et de l'administration fédérale sur le même objet Le Conseil des Etats a traité le 20 septembre 1979 la motion Lieberherr (79.412) demandant l'élaboration d'un projet de loi instaurant une responsabilité du fait des produits, ne dérivant pas d'une faute (responsabilité objective). Le Conseil fédéral s'est dit prêt à accepter l'intervention si celle-ci était transformée en postulat. L'auteur a tenu à la forme de la motion. Le conseil a alors décidé par 21 voix contre 5 de déclarer l'intervention irrecevable. Le 26 septembre 1979, le Conseil national a transmis sous forme de postulat une motion déposée par le député Neukomm (79.407), dont la teneur était semblable. Le 19 mars 1986, le conseiller national Neukomm a déposé une seconde motion (86.384) qui demandait d'une part un examen général du droit suisse de la responsabilité civile et d'autre part l'élaboration d'un projet de loi prévoyant notamment une responsabilité du fait des produits, qui ne dériverait pas d'une faute (responsabilité objective). Le Conseil fédéral a proposé l'adoption de la première partie de la motion et la transformation en postulat de la seconde partie de l'intervention. La motion a été classée au bout de deux ans, de même que celle du député Bircher (86.157). L'incendie de Schweizerhalle du 1^{er} novembre 1986 a encore suscité deux interventions parlementaires concernant la responsabilité civile, cette fois dans le domaine de la protection de l'environnement; il s'agit des motions Fetz (86.992) et Uchtenhagen (86.141), qui ont été transmises sous forme de postulats. Le Conseil fédéral a institué en août 1988 une commission d'étude chargée de la révision du droit de la responsabilité civile. Le rapport final devrait être publié d'ici la fin 1990. Considérations de la commission La commission est d'avis, tout comme l'auteur de l'initiative, que le régime de la responsabilité civile du Code des obligations de 1911 devrait être complété dans les meilleurs délais par une responsabilité causale à raison du produit, qui serait indépendante de la culpabilité. Elle constate toutefois que les interventions parlementaires sont restées sans effet jusqu'ici, dans la mesure où le Conseil fédéral n'a institué qu'en 1988 la commission d'étude chargée de préparer la révision globale du droit de la responsabilité civile, et où cet organe n'a pas encore achevé ses travaux. La commission estime cependant que l'élaboration d'un projet de loi doit être accélérée pour plusieurs motifs. D'une part, la responsabilité du fait du produit est examinée depuis 1987 par des experts des pays membres de l'AELE et des CE. Ces discussions remontent à 1984, date à laquelle fut signée la déclaration de Luxembourg, qui vise à une coopération renforcée dans le domaine économique entre les Etats membres de l'AELE et ceux des CE. Or, la Suisse mène des négociations depuis juin 1990 en vue de la création d'un Espace économique européen (EEE). La responsabilité du fait du produit est intégrée dans le sujet de discussion intitulé «libre circulation des

marchandises». Si l'on décidait de régler la responsabilité du fait du produit dans le cadre de ces négociations, les pays membres de l'AELE devraient vraisemblablement reprendre telle quelle la directive des CE. Cette directive est en vigueur dans sept Etats communautaires (Allemagne, Danemark, Grèce, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Portugal), tandis que dans les cinq pays restants des préparatifs ont lieu au minimum au niveau gouvernemental. Il faut y ajouter, d'autre part, la Convention de Lugano concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, que le Conseil fédéral a soumise aux Chambres le 21 février 1990, en l'assortissant d'un message (FF 1990 II 269). La Convention de Lugano contribue à créer un droit uniforme en Europe occidentale en matière de compétence judiciaire et d'exécution des jugements étrangers. Elle est donc une étape importante sur le chemin de la réalisation d'un Espace économique européen. Vu ce qui précède, la commission se dit favorable à un examen prioritaire de la responsabilité du fait du produit, ce qui implique que ce sujet ne doit pas être intégré dans la révision globale du régime de la responsabilité civile, mais être traité séparément. Selon la commission, cet objectif ne pourra pas être atteint plus rapidement par la présentation d'une motion ou d'un postulat de la commission que par l'initiative en question. Suite à donner aux travaux et calendrier La commission se rend cependant parfaitement compte que seule une collaboration avec le département compétent permettra de mener à bien les travaux. Elle s'inspire pour ce faire de l'article 21 quater, 1^{er} et 2^e alinéa, de la LREC: «1. Si un conseil décide de donner suite à l'initiative, il charge une commission d'élaborer un projet d'acte législatif. La commission peut présenter un contre-projet. 2. La commission peut demander au département compétent de la seconder dans ses travaux, le Conseil fédéral n'est cependant pas lié à l'avis du département. La commission peut charger le Conseil fédéral d'ouvrir une procédure de consultation». L'administration fédérale a fait savoir que la commission d'étude dont le rapport n'est pas encore sorti compte également proposer que la responsabilité du fait du produit soit considérée comme un projet prioritaire. Aucun calendrier n'a été fixé pour l'instant. Si le Conseil national décidait de donner suite à l'initiative, la commission chargée d'élaborer le projet de loi entend dresser un bilan avec la commission d'étude précitée dans le but d'accélérer les travaux. Antrag der Kommission Der Kommission beantragt dem Nationalrat mit 13 zu 1 Stimmen, der Initiative Folge zu geben. Proposition de la commission Par 13 voix contre 1, la commission propose au Conseil national de donner suite à l'initiative. Neukomm: Ich danke der vorberatenden Kommission für die eingehende, seriöse Behandlung des im Rahmen der europäischen Zusammenarbeit höchst aktuellen Anliegens und stelle mit Genugtuung fest, dass die Kommission des Nationalrates zur Vorprüfung der parlamentarischen Initiative mit

E. 13

Stimmen zu 1 Stimme beantragt, dem Vorstoss zuzustimmen. Unter Produkthaftung, wie sie die Europarats-Konvention vom 27. Januar 1977 und vor allem die EG-Richtlinie vom 27. Juli 1985 vorsehen, wird die verschuldensunabhängige Haftung des Herstellers für den durch sein fehlerhaftes Produkt verursachten Schaden verstanden. Ich habe bereits vor 12 Jahren, also 1979, mit einer Motion das Anliegen aufgegriffen und darauf hingewiesen, dass mit der Massenproduktion, mit dem immer breiteren Angebot von komplizierten Waren und dem internationalen Güteraus-tausch die Risiken für den Letztverbraucher erheblich gestiegen sind. Nach der geltenden Haftungsordnung des Obligationenrechts von 1911 bietet das Gesetz dem Konsumenten bei Mangelfolgeschäden ungenügenden Schutz. Das hat auch der Bundesrat 1979 anerkannt, indem er auf die Lücken hinwies und

versprach, die Problematik einer zumindest in-tern-rechtlich optimalen Lösung entgegenzuführen. Der einzelne Bürger sieht einem Produkt nicht an, ob die Sicherheitsqualität gut oder schlecht ist. Die Sicherheitsqualität ist in der Regel nicht transparent. Deshalb ist es unerlässlich, dass endlich doch ein Schritt vorwärts getan wird. Ich verweise vor allem darauf, dass die heutige Regelung eigentlich unsolidarisch ist, geradezu unschweizerisch! Schweizer Konsumenten sind in unserem Land bei gleichen Produkten - auch aus Schweizer Herstellung - schlechter gestellt als die Konsumenten in unseren Nachbarländern, beispielsweise bei Schweizer Exportprodukten. Schon seit einiger Zeit werden schweizerische Hersteller, die ihre Erzeugnisse in die EG oder nach Oesterreich liefern, von ihren Abnehmern ersucht,

Amnistie en faveur des objecteurs de conscience 370 N 11 mars 1991 im voraus blanko die Uebernahme von Regressionsansprüchen aufgrund der EG-Produktehaftung zuzusichern. So hat auch unser wichtigster Handelspartner, die Bundesrepublik Deutschland, vor anderthalb Jahren im Bundestag ein Produktheftungsgesetz verabschiedet. Der Erlass setzt die EG-Richtlinie um und wurde am 1. Januar 1990 in Kraft gesetzt. Ich bitte Sie, gerade im Hinblick auf die Europafähigkeit diesem Vorstoss zuzustimmen. Angenommen - Adopté #ST# 89.254 Parlamentarische Initiative (Leutenegger Oberholzer) Amnistie für Militärdienstverweigerer Initiative parlementaire (Leutenegger Oberholzer) Amnistie en faveur des objecteurs de conscience Kategorie III, Art. 68 GRN-Catégorie III, art. 68 RCN Wortlaut der Initiative vom 15. Dezember 1989 Gestützt auf Artikel 21 bis ff. des Geschäftsverkehrsgesetzes unterbreite ich folgende parlamentarische Initiative in der Form der allgemeinen Anregung: Die Bundesversammlung erlässt eine Amnistie für alle wegen Militärdienstverweigerung Verurteilten, bis in der Schweiz für alle Verweigerer ein Zivildienst verwirklicht ist. Gleichzeitig werden alle hängigen Verfahren gegen Militärdienstverweigerer vorläufig eingestellt (Moratorium), bis eine für alle Verweigerer befriedigende Ersatzlösung rechtskräftig ist. Texte de l'initiative du 15 décembre 1989 Me fondant sur les articles 21 bis et suivants de la loi sur les rapports entre les conseils, je dépose l'initiative parlementaire suivante, rédigée sous la forme d'une demande conçue en termes généraux: L'Assemblée fédérale prononce une amnistie en faveur de toutes les personnes condamnées pour objection de conscience jusqu'à ce qu'un service civil ait été mis en place pour tous les objecteurs de Suisse. Toutes les procédures engagées contre des objecteurs de conscience seront interrompues (suspension) jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante pour tous soit entrée en vigueur. Frau Jeanprêtre unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht: Die Petitions- und Gewährleistungskommission des Nationalrates, welcher dieses Geschäft zur Prüfung zugewiesen wurde, befasste sich am 4. September 1990 mit der Initiative. Sie gab der Initiantin Gelegenheit, sich zu ihrem Vorstoss zu äussern (Art. 21quinquies Geschäftsverkehrsgesetz, SR 171.11). Schriftliche Begründung der Initiantin In der Schweiz werden Jahr für Jahr etwa 500 bis 800 Mitbürger kriminalisiert, weil sie aus ethischen, politischen, religiösen, weltanschaulichen oder aus anderen Gründen einen Militärdienst für sich nicht verantworten können und ihn deshalb verweigern. Die Schweiz ist bald das einzige Land in Europa, in dem kein allen Verweigerern zugänglicher Ersatzdienst möglich ist. Obschon die Forderung nach einem umfassenden Zivildienst bereits vor über 80 Jahren erhoben worden ist, gelang es den Politiker(innen) bislang nicht, für alle Verweigerer eine würdige Lösung zu finden. Das ist rechtsstaatlich sehr bedenklich. Die vom Nationalrat in der Wintersession 1989 beratene Vorlage bringt auch keine Lösung für alle Verweigerer. Sie hält an der ethisch nicht vertretbaren

Gewissensprüfung fest. Für die Mehrheit der Verweigerer - die sogenannt «unechten» - bringt sie überhaupt keine Alternative, ja für diese Verweigererkategorie sind sogar noch längere Gefängnisstrafen zu befürchten. Für die anderen Verweigerer ist die Dauer der Arbeitsleistung länger als die bisherige Gefängnisstrafe, womit der Arbeitsdienst ebenfalls Strafcharakter erhält. Zudem wird am Schuldspruch und damit an der strafrechtlichen Missbilligung festgehalten. Auch im Vergleich mit anderen Lösungen ist die «Lösung» dürftig. Das alles zeigt, dass in der Schweiz bislang für die Militärdienstverweigerer noch keine Lösung in Sicht ist, die humanitären und ethischen Anforderungen genügt. Wir aber müssen mit dem Minderheitenschutz in unserer Demokratie endlich ernst machen. Solange nicht für alle Dienstverweigerer eine würdige Lösung verwirklicht ist, muss zumindest die weitere Kriminalisierung von Verweigerern gestoppt werden, und zwar mit Hilfe einer Amnestie für die bereits Verurteilten und der Sistierung der hängigen Verfahren. In Europa ist durch die demokratischen Bewegungen in Osteuropa eine neue Ära angebrochen. Auch bei uns ist eine Neuorientierung angezeigt. Die Abstimmung vom 26. November 1989 zur Initiative «für eine Schweiz ohne Armee und eine umfassende Friedenspolitik» ist hierfür als Signal zu werten. Das gute Resultat der Initiative hat den Ruf nach Reformen auch bei der Schaffung eines Zivildienstes unüberhörbar werden lassen. Eine umfassende politische Lösung für alle Militärdienstverweigerer liegt derzeit aber noch nicht vor. Das Mindeste, was wir jetzt sofort tun können, ist, zu verhindern, dass weitere Mitbürger kriminalisiert werden, weil sie für sich den Militärdienst nicht verantworten können. Erwägungen der Kommission 1. Amnestie und Begnadigung sind in Artikel 85 Ziffer 7 der Bundesverfassung unter den Gegenständen aufgeführt, die in den Geschäftskreis der eidgenössischen Räte fallen. Lieber Begriff, Gegenstand, Voraussetzungen und Form der Amnestie kennt das Bundesrecht keine besonderen Bestimmungen (vgl. hingegen zur Begnadigung Art. 394 bis 396 des Strafgesetzbuches, StGB). a. Wie die Begnadigung ist auch die Amnestie ein Akt der Staatshoheit, mit dem in den ordentlichen Gang der Rechtspflege eingegriffen wird: Begnadigung ist der gänzliche oder teilweise Verzicht des Staates auf den Vollzug einer rechtskräftig ausgesprochenen Strafe zugunsten einer Einzelperson. Sie erfordert eine individuelle Prüfung des Verurteilten und wird in der Regel aus Gründen der Billigkeit, die in der betreffenden Person liegen, gewährt (vgl. Aubert II Nr. 1467; Fleiner/Giacometti 854f.; Burckhardt 680; BB 1955 I 946). Amnestie ist der Verzicht des Staates auf die Strafverfolgung oder den Strafvollzug gegenüber einer Mehrzahl von Personen, die nicht individuell bestimmt sind, deren Widerhandlungen aber durch ein gemeinsames generelles Merkmal bezeichnet werden. Der Verzicht erfolgt aus wichtigen Gründen des öffentlichen Interesses (vgl. Aubert II Nr. 1467; Burckhardt 680; Schultz AT 1256; Schwander 245f.; BB 1955 I 946; VEB 16.31). Jede Amnestie ist notwendigerweise eine Teilamnestie: Soll nicht die gesamte Strafrechtsordnung ausser Kraft gesetzt werden, muss eine Amnestie stets nach verschiedenen Kriterien abgegrenzt werden. Die Wirkungen der Amnestie bestehen in einer Einschränkung der Kompetenzen, die den Strafbehörden normalerweise zukommen. Die Einschränkung geht mehr oder weniger weit, je nach dem Stadium, in dem sich die Strafverfahren befinden, und je nach dem Inhalt des Amnestiebeschlusses. Amnestie kann also bedeuten, dass auf die Einleitung von Strafverfahren verzichtet wird, hängige Strafverfahren eingestellt oder bereits ausgesprochene, noch nicht verbüsste Strafen erlassen werden. Das ausgesprochene Urteil als solches bleibt aber bestehen.

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Parlamentarische Initiative (Neukomm) Produktehaftpflicht Initiative parlementaire (Neukomm) Responsabilité du fait du produit In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1991 Année Anno Band II Volume Volume Session Frühjahrssession Session Session de printemps Sessione Sessione primaverile Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 06 Séance Seduta Geschäftsnummer 89.247 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 11.03.1991 - 14:30 Date Data Seite 367-370 Page Pagina Ref. No 20 019 662 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.